



## Sécurité alimentaire en Ethiopie

### **Dans deux des zones rurales les plus défavorisées du pays, un projet de la FAO vient de s'achever avec des améliorations notables de la santé et de la nutrition de quelque 26 000 personnes**

Une grande partie de la population rurale d'Ethiopie vit dans un état d'insécurité alimentaire chronique. Des sécheresses à répétition, la dégradation des ressources naturelles et la croissance démographique galopante sont parmi les principales causes de la baisse de la production vivrière par habitant. Les apports caloriques journaliers moyens sont estimés inférieurs de 16 à 20 pour cent au minimum admis, tandis que les maladies dues aux carences en vitamine A, en fer et en iode sont très diffuses. Plusieurs fois au cours des 30 dernières années, la sécurité alimentaire précaire de l'Ethiopie l'a fait sombrer dans une famine généralisée.

Et maintenant, la bonne nouvelle. Dans deux des zones les plus défavorisées du pays, le Shoa septentrional et le Tigray méridional, un projet de la FAO vient de s'achever avec des améliorations notables de la santé et de l'état nutritionnel de quelque 26 000 personnes. Lancé en 2001 avec l'appui du Fonds de survie belge, le projet s'est fixé l'objectif ambitieux de résoudre les problèmes de nutrition et de sécurité alimentaire des ménages dans 40 communautés, par le biais d'interventions dans les domaines de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, de l'eau et de l'hygiène du milieu. La priorité a été accordée aux ménages dirigés par des femmes, qui constituaient environ 30% de la population des zones du projet et 80% de tous les cas de malnutrition.

**Plans d'action communautaires.** "Nous n'avons pas apporté des solutions toutes faites," explique Karel Callens, nutritionniste à la Division FAO de la nutrition et de la protection des consommateurs. "Le projet était axé, en définitive, sur les populations et leur capacité d'acheter et d'utiliser la nourriture nécessaire, et non sur les technologies et les intrants. De sorte que la plupart de nos interventions étaient en réponse à des plans d'action communautaire et des micro-projets que des groupes de bénéficiaires avaient préparés eux-mêmes, avec une assistance technique des services gouvernementaux et des ONG."

En juillet 2005, plus de 100 micro-projets faisant intervenir 3 600 ménages avaient été mis en route. Les plus réussis concernaient la production intensive de fruits et légumes, une nouveauté dans les communautés où moins de 6 pour cent des ménages cultivaient des légumes, et où les vergers étaient pratiquement inexistantes. "La production de



cultures de rente comme l'ail et les épices s'est avérée une activité rémunératrice viable pour les agriculteurs, en particulier les ménages sans terres et les petits exploitants sans boeufs," a indiqué le personnel du projet. Percevant le potentiel de revenus tirés de la production horticole, des groupes du Shoa septentrional ont demandé de participer à des micro-projets sur la fourniture de semences, d'outils et de formation pour 800 ménages, la création de 10 potagers scolaires et le soutien de "clubs de nutrition" en faveur de plus de 4 600 élèves. D'autres activités rémunératrices étaient ciblées sur l'introduction de l'apiculture, de petits ruminants et de l'élevage. Dans un district, le projet a distribué des volailles et du matériel avicole à 570 ménages et dispensé des services d'insémination artificielle à 550 vaches laitières, tandis qu'un micro-projet de 10 000 \$ a fourni des ruches et une formation en apiculture à 250 personnes.

Pour encourager la conservation des ressources naturelles, des micro-projets ont été approuvés pour la plantation d'arbres à bois sur les terres communales dégradées, ce qui devrait créer des moyens d'existence pour 100 familles sans terres. L'introduction de fourneaux économes en combustible a été décrite comme "un succès sans précédent", en particulier dans le nord du Shoa, où plus de 300 ménages en ont bénéficié. On prévoit d'équiper en fourneaux 500 autres ménages et leur utilisation se diffuse au-delà de la zone du projet.

Un autre objectif principal du projet de la FAO

était de promouvoir la santé et de prévenir les maladies en améliorant les régimes alimentaires, l'accès à l'eau potable et à l'hygiène. Une enquête initiale réalisée sur près de 1 800 enfants âgés de six mois à cinq ans avait constaté des taux élevés de malnutrition dans les communautés cibles: 47% des enfants souffraient de retards de croissance, 11% de dépérissement et 43% étaient victimes d'une insuffisance pondérale. Au cours de discussions avec les agents de santé communautaires, le personnel du projet a constaté un grave manque de matériels d'éducation - par exemple, moins de 16% des mères du nord du Shoa avaient accès à l'information sur l'alimentation au sein, l'importance de la vitamine A et les soins et la nutrition des enfants malades.

Pour combler cette lacune, le projet a préparé des fiches de nutrition et des messages publicitaires, et facilité l'impression et la distribution aux bureaux sanitaires de directives sur la nutrition d'urgence et la sous-alimentation aigue. Dans le cadre d'un programme de santé conduit mi-2004 dans le Shoa septentrional, 85 pour cent des enfants de 6 à 59 mois ont reçu des doses élevées de vitamine A, tandis que près de 10 pour cent des enfants de moins de 3 ans ont été pesés (près de 10 pour cent d'entre eux avaient une masse corporelle inférieure d'au moins 60 pour cent aux niveaux recommandés). Le projet a également fourni une formation et du matériel pour les doulas traditionnelles (accompagnement à la naissance) dans tous les villages ciblés.

Le projet a signalé une forte demande d'assistance en matière d'hygiène. Dans un district, plus de 600 ménages ont été formés à la construction de latrines. Depuis lors, l'utilisation des latrines est passée de quasiment zéro à près de 5% des ménages. Pendant ce temps, des programmes d'eau potable et d'irrigation des jardins familiaux ont été achevés pour quelque 155 ménages, de même que des points de collecte d'eau pour 520 autres ménages, dont plus d'un quart dirigés par des femmes.

En travaillant avec les centres de formation ruraux, le projet a aidé à promouvoir des opportunités d'emploi non agricole. Des fonds ont été octroyés pour améliorer les installations de formation pour les cours de ferronnerie, de couture, de façonnage et de tissage, et quelque 100 personnes ont suivi des cours de fabrication de

fibres et de vêtements. Comme les communautés n'ont qu'un accès limité, voire nul, aux institutions de microfinancement, le projet a utilisé les centres pour obtenir des fonds d'investissement. Dans le sud du Tigray, il a fait un don de 11 800 \$ pour les groupes d'épargne et de crédit, et a dispensé une formation en gestion du crédit.

**Résultats positifs.** La FAO estime que quelque 4 500 ménages à faible revenu - soit environ 26 000 personnes - ont retiré des bienfaits directs du projet dans les communautés ciblées. Dans tous les ménages bénéficiaires interrogés en 2005, le nombre de repas consommés par jour est passé de un ou deux à trois ou quatre. Les familles ont également commencé à incorporer à leur régime de nouveaux aliments - comme les légumes, les oeufs, le lait et parfois la viande. En outre, on estime à 80 000 -100 000 personnes les bénéficiaires de l'accès à une eau propre et à une éducation sanitaire et nutritionnelle dispensée par les agents communautaires formés par le projet.

Dans un district du Tigray méridional, une évaluation de la FAO a constaté que le projet avait eu un impact mesurable sur la santé, la nutrition et la sécurité alimentaire des ménages. Les données sanitaires des dispensaires montrent une forte réduction des cas de diarrhée chez les enfants, tandis que les résultats d'une évaluation nutritionnelle du Programme alimentaire mondial de 8 000 enfants de moins de cinq ans indiquent que l'incidence de la malnutrition aigue est tombée de 13,4% en 2003 à 9,5% en 2005. "Ceci peut refléter les réalisations positives du projet dans les domaines de l'eau, de l'hygiène, et de l'éducation nutritionnelle", indique l'évaluation. L'éducation sanitaire dispensée par les doulas traditionnelles aurait contribué à la baisse de la prévalence de malnutrition aigue.

Karel Callens fait remarquer: "Ce qui rend ce projet différent de la plupart des autres, c'est qu'il a mis au premier plan les individus - nous avons écouté et appris avant de travailler avec eux pour les aider à trouver des solutions à leurs problèmes." La FAO a maintenant préparé un programme de développement communautaire sur 4 ans à présenter pour financement par les donateurs, qui étendra les méthodes et l'expertise créées par le projet à quelque 250 000 bénéficiaires du Shoa septentrional et du Tigray méridional.